

Crise, guerre et révolution

SOMMAIRE

Introduction

- I- La crise générale du capitalisme débouche sur la destruction du capital
- II- Y a-t-il une sortie capitaliste pacifique à la crise ?
- III- La Troisième Guerre Mondiale est une tendance nécessaire de l'issue capitaliste à la crise
- IV- Crise, guerre et révolution
- V- Quelle est la tendance principale ?
- VI- Le caractère international de la révolution prolétarienne
- VII- Sur la violence

AVERTISSEMENT

Dans ce premier article, nous étudions les tendances profondes, nécessaires (c'est-à-dire qui triomphent en dernier ressort des volontés qui cherchent à en inverser le cours), à la guerre – inter-impérialiste et civile révolutionnaire – qui se développent pour résoudre la crise actuelle du système impérialiste mondial. Il s'agit d'un cadre d'orientation. D'autres travaux sont encore nécessaires pour en exposer les évolutions concrètes.

- Nature et rythme de la rivalité entre les deux super-puissances USA-URSS.
- L'Europe, enjeu et terrain de la 3^{ème} guerre mondiale ?
- Les pays opprimés par l'impérialisme et les maillons faibles du système.
- Tendance à la guerre civile révolutionnaire et stratégie(s) militaire(s) de la révolution prolétarienne mondiale.
- Aspects tactiques de la lutte pour surpasser la tendance à la 3^{ème} guerre mondiale.

L'étude de ces diverses questions est indispensable à l'engagement de luttes politiques victorieuses. Nous lançons un appel à tous les camarades pour qu'ils nous aident dans cette tâche. Articles, résumés de livres, documents, témoignages... Chaque contribution permettra d'avancer plus vite dans ce travail.

*« Ce n'est que dans un ordre des choses où il n'y aura plus de classes et d'antagonisme de classe que les évolutions sociales cesseront d'être des évolutions politiques. Jusque-là, à la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours : **"le combat ou la mort : la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée"** (George Sand) » Karl Marx, Misère de la Philosophie, Editions Sociales 1972 p179.*

Un million et demi de dollars chaque minute, 5 000 milliards de francs par an, 125 000 centimes chaque année par humain dépensés à des fins militaires dans le monde. A côté : des millions d'êtres exploités, humiliés, affamés. En haut : Reagan, Thatcher, Mitterrand, Tchernenko..., les puissants. En bas : Malouines, Liban, Tchad, Grenade, Pologne, Afghanistan, Salvador... : leurs terres d'affrontement. Voilà le tableau : l'époque de la compétition

pacifique des Khrouchtchev et Carter est bien finie.

1983 : des dizaines de millions d'européens manifestent leur refus de la course aux armements. Des millions d'autres au Salvador, Nicaragua, Philippines, Kurdistan, Erythrée, Afghanistan, Pays Basque, Irlande, Italie, RFA... combattent cette politique d'exploitation et de mort les armes à la main.

Plus de doute : de grands troubles se préparent ! La "purge" » c'est la seule solution qu'ont toujours trouvée les capitalistes pour remettre la machine en marche rappellent les anciens. Le sang et les larmes vont couler à flot craignent les plus sereins.

Mais avec plus de 50 000 armes nucléaires en stock, puissance explosive cinq mille fois supérieure à tout ce qui a été utilisé pendant la seconde guerre mondiale est-elle vraiment possible ? Qui n'a jamais été saisi d'une effroyable horreur à l'idée d'une telle catastrophe ? Qui n'a jamais eu le réflexe (conditionné) de l'enfouir dans cette zone de l'inconscient où s'entassent les interdits de toute sorte ? Mais si profondes soient-elles rentrées, ces pensées ne cessent pour autant de tyranniser la conscience, provoquant toutes sortes de troubles psychologiques, agressivité, abattement ou même délire obsessionnel¹. Car les faits sont tenaces : exploitation, chômage, misère, richesse, luxe, témoins quotidiens du déchaînement de la violence.

*Alors essayons de les regarder avec lucidité et de voir s'il est possible, à notre tour, de les dominer. « **Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage** » a écrit Jaurès. Cette vérité, établie notamment par l'expérience des deux grandes guerres mondiales du 20^{ème} siècle et des centaines de conflits locaux depuis 1945², semble pourtant contestée aujourd'hui à l'intérieur même du camp pacifiste.*

*Les uns prétendent que « **la guerre est le produit de la course aux armements** » et limitent leur mobilisation à la réalisation d'accords de désarmement. D'autres reconnaissent un lien entre crise du système capitaliste et course aux armements mais prétendent néanmoins qu'une issue capitaliste à la crise est possible pacifiquement. Ainsi, ces deux courants que nous avons retenus pour leur pertinence idéologique convergent-ils finalement avec la masse des pacifistes spontanés pour exclure du champ de la lutte contre "la" guerre la destruction du capitalisme.*

I. LA CRISE GÉNÉRALE DU CAPITALISME DÉBOUCHE SUR LA DESTRUCTION DU CAPITAL

Il est largement établi aujourd'hui que la crise actuelle est une crise du taux de profit, c'est-à-dire de la rentabilité du capital engagé dans la production. Le mécanisme est connu, rappelons-en rapidement les grands traits.

La concurrence entre capitalistes pousse chacun d'eux à produire moins cher sous peine de disparaître et engendre une élévation générale du rapport entre capital constant et capital variable. Mais comme le travail humain seul, dégage le surplus, la plus-value, moins il y a de capital variable (salaires) par rapport au capital total engagé, plus le rapport entre le profit et le capital total (taux de profit) est faible.

L'exploitation (taux de plus-value), les conditions historiques - sociales et techniques - provoquent un point de blocage où la masse de plus-value ne suffit plus à valoriser une masse encore accrue de capital accumulé. Périodiquement, de telles crises se produisent dans diverses branches de la production et la surproduction de capital qui en résulte arrive à se résorber par déplacement des capitaux dans les branches où l'accumulation du capital continue à se réaliser avec un taux de profit satisfaisant.

¹ Rappelons-nous l'hystérie guerrière anti-soviéto-libyenne qui a saisi les Montand, Glucksman et consorts lors de la dernière intervention française au Tchad.

² H. MAGDOFF a calculé, par exemple, que les USA ont été engagés dans des opérations de type militaire pendant les 3/4 de leur histoire, c'est-à-dire pendant 1782 mois sur 2340 soit en moyenne 3 années complètes de guerre pour une année de paix. In « L'impérialisme de l'époque coloniale à nos jours », F. Maspero, Cahiers Libres 359, 1980.

Mais lorsque de proche en proche, la surproduction gagne toutes les branches alors on assiste à une crise générale - historique – de surproduction de capitaux. Bien que les capitalistes contrecarrent cette chute tendancielle par une augmentation de capitaux.

Une telle surproduction de moyens de production et de subsistance capables d'agir en tant que capital, c'est-à-dire d'être employés à l'exploitation des ouvriers à un niveau déterminé provoque alors la mise au rebut de machines, usines, travailleurs, la mise en friche de richesses naturelles et la destruction des anciens rapports d'exploitation au profit de nouveaux qui permettent d'extraire une plus grande quantité de plus-value. Une masse considérable de capital qui n'arrive pas à s'employer à un taux de profit suffisant est alors détruit. La compétition redouble entre capitaux, les gros mangent les petits, la technologie est révolutionnarisée, les anciens rapports de forces conquis par le prolétariat sont l'enjeu d'une offensive sans précédent de la bourgeoisie.

La destruction, à grande échelle, du capital devient alors la condition d'une reprise de plus en plus difficile.

II. Y A-T-IL UNE SORTIE CAPITALISTE PACIFIQUE À LA CRISE ?

Pour faire endurer un abaissement si considérable des conditions matérielles et culturelles de vie des masses, la bourgeoisie renforce la domination de l'Etat qui devient plus arbitraire, absolue et féroce. Mais attention ! Ni les capitalistes, ni leur Etat ne peuvent mettre en œuvre tout cela par le seul recours au fusil qu'ils pointeraient sur les gens. Dans la société bourgeoise moderne, il est impossible de mener une telle politique sans avoir obtenu le consentement ou du moins la résignation ou la passivité d'une grande partie de la population et en particulier de la classe ouvrière qui est la base indispensable de toute société bourgeoise. En plus des actions systématiques pour aiguïser toutes les contradictions qui divisent les masses (campagnes contre l'absentéisme, contre la délinquance, sur les difficultés, pour le retour des femmes au foyer...), la bourgeoisie développe une lancinante campagne de propagande sur l'inévitabilité de ses politiques. Toutes les mesures qu'elle prend ne sont qu'un ajustement temporaire aux exigences naturelles de modernisation, de développement du progrès. Un mauvais moment à passer pour retrouver croissance, bonheur et prospérité.

On a là, avec ces notions éternelles, hors-classe, une version extrêmement grossière d'auto-justification des infâmes et mesquines valeurs d'une classe en perdition. Mais tout le monde n'a pas le cynisme d'invoquer le progrès pour justifier la régression sociale ! Ainsi en va-t-il d'une strate intellectuelle, moins exposée aux exigences des fonctions politiques, qui ne peut s'empêcher, à l'aide de la problématique marxiste, d'évoquer non pas le nouvel Eden de la future reprise mais bien le cauchemar où nous conduirait une sortie capitaliste de la crise. Dans cet « ordre cannibale »³ d'après crise que prévoit J. ATTALI, le capital investit les activités de reproduction de la force de travail (santé, éducation...), industrialise ces services et produit une société d'auto-surveillance, dernier avatar de l'ordre marchand où les individus s'auto-produisent, s'auto-instruisent, s'auto-entretiennent conformément à la normalité pré-programmée par les outils d'auto-production qu'ils utilisent. Société où les marchandises achètent leurs consommateurs et qui n'a plus en réalité que des ressemblances formelles avec le capitalisme. Ce qui est préservé c'est « **non pas le système capitaliste mais le système de domination du capitalisme... La production a pour but premier le contrôle de la société et sa domination** »⁴.

Ainsi donc, à l'issue d'une concurrence effrénée, d'une guerre économique et commerciale sans pitié, la révolution informatique et micro-électronique permettrait d'abaisser considérablement le coût des services qui entrent dans la reproduction de la force de travail. Un nouveau cycle d'accumulation caractérisé par l'industrialisation de ces services, le « néofordisme » tel que le définit M. AGLIETTA⁵, pourrait redémarrer et mettre fin à la crise de rationalité capitaliste. Mais compte tenu précisément de la nature de la révolution technique en cours qui, généralisant l'automatisme, provoque des suppressions massives d'emploi, une telle sortie de crise suppose que des salaires soient distribués tout aussi massivement indépendamment de l'emploi.

³ Jacques Attali, « L'Ordre cannibale » Ed. Grasset, 1979.

⁴ André Gorz, « Les Chemins du Paradis », Ed. Galilée, 1983, p85.

⁵ Michel Aglietta, « Croissance et régulation aux USA », Ed. Calmann-Lévy, 1976.

Si l'on en reste à un plan théorique, et notamment si l'on adopte « **le capital en général** » comme objet d'analyse en excluant la concurrence concrète que se livrent dans la réalité les multiples capitaux, il est certainement possible de concevoir une destruction « pacifique » des capitaux obsolètes jusqu'à ce que les conditions soient réunies pour une reprise du taux de profit⁶. C'est pourquoi d'ailleurs, l'ambiance hallucinante d'une issue capitaliste à la crise qu'anticipent ces théoriciens est tout à fait digne de curiosité car elle explore des lignes de tendance nécessaires, déjà à l'œuvre aujourd'hui.

Mais en passant sans transition du schéma théorique à la réalité pratique, ces auteurs font l'impasse sur la dimension historiquement déterminée de cette crise-ci par rapport à toutes les crises passées. Impasse qui conduit à absolutiser les lignes de tendance, à perdre de vue les contradictions internes de telles tendances, et finalement à construire dans la théorie un modèle de société qui n'est plus capitaliste et qui n'est pas communiste. Cette nouvelle société « **n'a plus que des ressemblances formelles avec le capitalisme** » ; « **la production n'a plus et ne peut plus avoir pour but l'accumulation de capital et sa mise en valeur. Elle a maintenant pour but premier le contrôle de la société et sa domination** »⁷. Une société « **plus proche d'une société totalitaire que d'une société capitaliste bourgeoise** »⁸ (on observera l'opposition entre le caractère économique et le caractère politique de ces deux sociétés). On a là, sous de nouveaux habits, la théorie subjectiviste du capitalisme comme système de domination de tous les anti-matérialistes vulgaires !

Cette impasse conduit en fait à oublier que le monde capitaliste actuel, le capitalisme de monopole, est partagé entre une poignée de groupes financiers et de nations impérialistes, dimension concrète sans laquelle il est absolument impossible d'esquisser la moindre prévision concrète sérieuse des voies et moyens de résolution de la crise capitaliste.

Deux exemples peuvent illustrer cela :

- J. Attali, premier conseiller économique du Président de la République Française, Mitterrand, a écrit pas moins de trois ouvrages⁹ pour donner un contour à cette société capitaliste post-crise où la population devrait être rémunérée pour consommer la production offerte. Sauf à considérer que la baisse drastique du pouvoir d'achat des masses qu'a inaugurée la politique économique PC-PS inspirée par le même Attali soit la marque majeure d'une rupture avec le capitalisme, on conviendra qu'il y a loin de la tendance explorée (en théorie) à la réalité (pratique).
- André Gorz s'appuie quant à lui sur le constat vrai que la micro-électronique, dont les robots sont une application parmi d'autres « **inaugure la décroissance de la masse totale de capital fixe mise en œuvre pour produire un volume rapidement croissant de marchandises** » dans certaines activités (alors que lors des révolutions techniques passées la décroissance de la valeur du capital fixe n'était vraie que par unité de produit) pour généraliser le raisonnement à l'ensemble de l'économie. Ainsi prend-il deux exemples - huit machines à traitement de textes capables de remplacer 120 dactylos et une machine à dessiner conduite par un ingénieur capable d'effectuer le travail de 15 dessinateurs et 2 ingénieurs. Mais si ces deux exemples indiquent bien le procès d'éviction de l'homme par la machine, ils passent sous silence les conditions sociales de réalisation d'un tel procès, c'est-à-dire la concentration des moyens de production qui soumet un tel procès à des exigences techniques extrêmement contraignantes, en dehors desquelles les capitaux disponibles ne peuvent pas être employés. Ainsi, la frénésie d'investissement dans l'électronique qui a atteint 6 milliards de dollars en 1984 a-t-elle fait évoluer les normes techniques et financières de production dans des proportions telles que le coût d'une ligne de production de composants valait 5 millions de dollars en 1970, 50 millions de dollars en 1980 et vaudra de 100 à 200 millions de dollars en 1990.

Cet exemple indique bien que la concurrence entre capitaux pour le partage des marchés est la condition sociale

⁶ Parmi les multiples formes de destruction de capital, on peut citer : fermeture d'entreprises, inoccupation prolongée de pans entiers de l'appareil productif, mise au rebut de parcs de machines vieillies prématurément, chômage massif, chômage partiel, destruction du rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie sous forme de remise en cause des acquis, introduction de nouvelles organisations du travail...

⁷ A. Gorz, op. cit. p85

⁸ Idem, p80.

⁹ J. Attali : « La nouvelle économie française », éd. Flammarion, 1978 - « L'Ordre cannibale » op. cité. - « Les Trois Mondes », éd. Fayard, 1981.

qui imprime fondamentalement la révolution technique, et non l'inverse. Et c'est précisément parce qu'il passe sans anneau de conjonction dialectique de la théorie à la réalité qu'A. Gorz oscille constamment dans son discours entre la possibilité théorique d'une relance capitaliste paisible de longue durée et son impossibilité pratique ; pour finalement résoudre cette contradiction dans sa tête en imaginant un nouveau système car « **cette sorte de crise capitaliste, si elle est en effet en cours de préparation, comporte toutefois des transformations incompatibles (notez bien) avec la pérennité de l'idéologie et de la rationalité capitaliste** » (p65).

Et dans la rhétorique d'A. Gorz, cette transmutation pacifique d'une société capitaliste à une société totalitaire lui permet d'envisager sur le même plan pacifique une sortie alternative « de gauche » à la crise.

Puisque l'enjeu de la crise est le passage d'un système de domination matériel à un système de domination immatériel, la seule force des idées suffira à lui faire prendre la direction de gauche plutôt que celle de droite ! On pourrait paraphraser Mao et dire « **on veut détruire le capitalisme, mais on ne sait pas ce qu'est le capitalisme** » !

III. LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE EST UNE TENDANCE NÉCESSAIRE DE L'ISSUE CAPITALISTE À LA CRISE

Si dans l'ordre théorique, on peut raisonner sur le capital global unique, ce dernier n'est jamais qu'une résultante (représentation) d'un ordre pratique caractérisé par la concurrence entre divers agents économiques (et donc aussi politiques). « **Le développement de la production capitaliste nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive** »¹⁰.

C'est cet impératif de croissance qui est à l'origine de la concentration du capital entre les mains des monopoles et du partage du monde entre Etats impérialistes depuis la fin du 19^{ème} siècle; cette lutte que se livrent ces diverses fractions du capital tend à l'hégémonie mondiale.

Lorsque les affaires marchent bien (quand la masse globale de plus-value permet de valoriser l'ensemble du capital social), les capitaux les moins performants arrivent: à se maintenir une place, bien que subordonnée, dans le mouvement d'expansion. Mais lorsque les contre-tendances à la baisse tendancielle du taux de profit butent sur les conditions historico-sociales et atteignent leurs limites, le seuil de rupture avec la croissance passée est atteint et le mouvement descendant s'accomplit inexorablement.

Les capitalistes s'engagent dans une course effrénée à la restructuration qui a pour conséquence une réduction simultanée de la base productive pouvant œuvrer comme capital. Mais dès lors que la masse du capital capable de se développer se rétrécit comme peau de chagrin, l'enjeu de la concurrence entre capitaux n'est plus le partage d'une part plus ou moins grande du profit, mais la destruction du capital faible (en surplus) comme condition d'existence du capital le plus fort. L'accumulation des rivalités entre capitaux tend vers un seuil critique où la résolution des contradictions connaît le passage qualitatif du règlement pacifiste au règlement violent. Le procès de concentration-monopolisation du capital engage alors un nouveau parcours d'accumulation tendu vers la guerre impérialiste de conquête de nouveaux marchés (élargissement de la base productive aux dépens des vaincus) et de destruction massive de capitaux (qui crée la possibilité d'une reprise du cycle économique pour une période de temps assez longue). Ce procès réalise simultanément un nouveau modelage des forces productives autour des secteurs de pointe d'un nouveau cycle productif (aujourd'hui biochimie, nucléaire, informatique, télécom).

Comme l'issue de la rivalité devient plus lourde de conséquences, question de vie ou de mort, toutes les relations sociales se tendent dans le cadre des déterminations historiques (telles que les nations) dans lesquelles évoluent

¹⁰ Karl Marx, « Le Capital », Ed. Sociales 1968, Livre 1 TIII p32

les capitaux. Chaque capitaliste veut que son Etat le soutienne aux dépens de ses concurrents. La guerre commerciale entre capitalistes se transforme en guerre commerciale entre Etats. Les Etats utilisent tous les moyens dont ils disposent : protection des marchés nationaux ; aides, subventions, et facilités financières au redéploiement des capitaux; soutien de l'activité par politique d'investissement et passation de marchés à certains secteurs économiques notamment par le biais de commandes militaires ; politique sociale plus stricte pour imposer une discipline plus rigide aux travailleurs, etc. C'est ainsi que la guerre commerciale devient, avec l'aggravation de la crise, toujours plus une question de vie ou de mort, et que le recours à la guerre militaire, avec tous les risques que cela comporte, devient un risque qui vaut la peine d'être couru, ou même la seule issue. Dans ce cadre, toutes les vieilles oppositions (querelles entre Etats, pour la domination des territoires, conflits raciaux, religieux, culturels, rivalités idéologiques et politiques entre groupes...) sont exaltées et utilisées pour rendre « populaires » des guerres dont les fondements réels sont l'aggravation de la concurrence entre les capitalistes dans le contexte de la crise.

« Les difficultés croissantes de la vie qui pèsent non seulement sur les multitudes ouvrières mais aussi sur les classes moyennes, font s'accumuler dans tous les pays de vieille civilisation des impatiences, des rancunes, des haines menaçantes pour la paix publique ; des énergies détournées de leur milieu social et qu'il importe de capter pour les employer au dehors à quelque grande œuvre, si l'on ne veut pas qu'elles fassent explosion au-dedans »¹¹.

Et c'est précisément l'avalanche de ces phénomènes qui caractérise la situation mondiale actuelle. Rappelons quelques événements significatifs :

- suppression, en août 1971, aux premiers symptômes concrets de la crise, de la convertibilité du dollar en or, sanctionnant ainsi la suprématie mondiale de la monnaie américaine et sa volonté ainsi affirmée d'exporter ses contradictions. Cette décision rétrécit du coup le champ d'amortissement des conflits entre les deux systèmes monétaires hégémoniques : dollar et rouble.
- crise du système monétaire et financier mondial. Elle est si profonde que pour éviter le risque d'écroulement les experts ont récemment contraint, afin de mieux solidariser entre eux les débiteurs et prévenir toute défaillance de l'un d'eux, le Mexique et le Brésil (qui comptent à eux seuls plus de 200 milliards de dollars de dette) à prêter 300 millions de dollars à l'Argentine pour lui permettre de débloquer un prêt d'un milliard de dollars qui lui permettra de payer 2,7 milliards d'arriéré d'une dette qui se compte en dizaines de milliards de dollars !
- l'abandon de la doctrine des Kennedy-Carter de la compétition pacifique (suprématie technologique, conférence de désarmement, droits de l'homme...) avec le bloc soviétique au profit des doctrines ultra-libérales, ultra-réactionnaires des Reagan-Thatcher (boycott technologique, guerre froide, escalade militaire) simultanément aux interventions militaires des blocs dans tous les points faibles du camp adverse.
- érosion significative de la 3^{ème} voie du non-alignement de la part de nombreux pays opprimés, simultanément au resserrement de la cohésion des deux blocs hégémoniques et à l'importance stratégique que prennent dans ces conditions toutes les zones tampons (Afghanistan, Cuba, Liban).
- échec évident des conférences de désarmement et course affirmée aux armements : Pershing et Cruise d'intervention rapide dans tous les pays impérialistes capables de porter la guerre loin de leur base, contre SS20 ; production des bombes (« propres » pour le capital) à neutrons ; recherche-développement pour la guerre de l'espace; accroissement du budget militaire américain de 3 à 7,5% du produit national brut; création de forces d'intervention rapide capables de porter la guerre loin de leur base, dans tous les grands pays impérialistes.
- déferlement des campagnes racistes, fascistes et chauvines dans les pays impérialistes.
- croissance du nombre et de la puissance des interventions des grandes puissances dans des conflits considérés naguère comme localisés : Malouines et Grande-Bretagne, Liban et USA, France, Italie, Grande-Bretagne ; Grenade, Salvador, Nicaragua et USA ; Afghanistan et URSS ; Erythrée et RDA, Cambodge et Vietnam... ; développement concomitant des foyers prolongés de guerre civile en Amérique centrale, Pérou, Chili, Colombie, Afrique australe, Iran, Philippines, Cambodge, Irlande, Pays Basque...

C'est l'accumulation de ces innombrables contradictions qui produit une concentration critique, c'est-à-dire une

¹¹ Lénine, « L'impérialisme stade suprême du capitalisme », Ed. de Moscou, p108.

situation objective de point de rupture, où la logique aveugle du capital surpasse toute volonté d'en contrôler les effets destructeurs dans des limites acceptables. A ce niveau, une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine.

Au total, la volonté d'hégémonie, la course aux armements, la montée des tendances racistes, chauvines et fascistes qui sont autant de caractères typiques de cette marche nécessaire à la guerre impérialiste ne peuvent néanmoins être isolées et prises individuellement comme les causes de la guerre. Elles ne sont que la manifestation de politiques guerrières engendrées par les nécessités objectives du capital. Et c'est pourquoi toute lutte contre la guerre qui ne s'en prend qu'à un aspect isolé de la réalité sans la rattacher à la lutte pour le bouleversement des conditions sociales qui la modèlent et impulsent sa dynamique, est vouée à l'impuissance.

Ainsi convient-il, une fois la tendance repérée dans son actualité de période (de crise), d'en suivre l'évolution selon les rythmes et spécificités qui délimitent les phases concrètes de cette marche à la guerre. A l'opposé de la métaphysique qui prend prétexte que la guerre n'est pas l'issue inéluctable de toute phase tactique pour rendre creuse l'affirmation stratégique que la guerre est l'issue capitaliste inéluctable à la crise, il est nécessaire d'engager les batailles tactiques sur les enjeux dominants de chaque étape. C'est sur de telles batailles que se nouent en effet les rapports de force qui détermineront l'issue stratégique de la guerre : nouveau partage du monde entre impérialistes ou destruction de l'impérialisme au(x) maillon(s) faible(s) de la chaîne. Racisme, austérité, restructurations, course aux armements, répression, chauvinisme... deviennent, dans ces circonstances, autant de questions sur lesquelles la tendance à la guerre impérialiste prend corps et sur lesquelles le prolétariat doit faire vivre la perspective stratégique de la détruire par la guerre civile révolutionnaire.

Hors de question ici d'agiter le danger de guerre impérialiste comme un grelot, comme si la seule menace avait la vertu de mobiliser les masses contre la guerre. Au mieux, on y renforcerait les oppositions pacifistes « bëlantes » et au pire les tendances à la crainte, à l'impuissance et au repli sur soi qu'engendre spontanément la concurrence entre prolétaires. Dans sa version activiste, le grelot anti-guerre peut conduire au militarisme et à la guerre d'états-majors lorsque l'imminence du danger fait perdre de vue aux combattants qu'en définitive ce sont les masses qui sont décisives pour l'issue stratégique.

Pour mémoire, faisons allusion à la déviation subjectiviste qui prend appui sur les quelques 150 conflits impérialistes locaux qui se sont produits depuis 1945 pour nier toute différence qualitative entre période de paix (relative) et de guerre (relative) à l'époque impérialiste, ou pour repérer dans tout conflit local le commencement de la 3^{ème} guerre mondiale.

Ici la guerre mondiale n'est pas concentration critique de toutes les contradictions internes du mode de production capitaliste qui permet de détruire la quantité nécessaire de capitaux en surplus, mais la simple extension de la guerre déjà en œuvre à des aires toujours plus vastes, pour maintenir par la force sa domination sur les plans extérieurs et intérieurs.

Observons au passage que la déviation qui considère le capitalisme comme un système de domination se développe aussi dans sa version pacifiste (« guerre interdite » affirme A. Minc dans son dernier ouvrage « L'avenir en face ») et dans sa version militariste. Mais à l'époque impérialiste comme aux précédentes, **« la violence n'est que le moyen tandis que l'avantage économique est le but. Et dans la mesure où le but est "plus fondamental" que le moyen employé pour y parvenir, dans la même mesure le côté économique du rapport est plus fondamental dans l'histoire que le côté politique »**¹².

IV. CRISE, GUERRE ET RÉVOLUTION

Nous avons vu que la guerre inter-impérialiste est la tendance nécessaire à la résolution capitaliste de la crise. Mais la guerre inter-impérialiste n'est pas la seule tendance nécessaire qui naisse de la crise. Il ne faut jamais perdre de vue en effet que la guerre n'est que le moyen, ultime, par lequel les groupes monopolistes impérialistes

¹² F. Engels, « Anti-Dühring », le rôle de la violence dans l'histoire classique du marxisme, Ed. Sociales, 1968 p9.

se partagent la plus-value, qui reste toujours le vrai but, conformément aux lois d'existence (reproduction-accumulation) du capital.

En période d'expansion, l'exploitation de la classe ouvrière peut être assurée relativement pacifiquement parce que les contreparties à cette exploitation qu'est contraint de lâcher le capital laissent un taux de profit moyen permettant la valorisation de l'ensemble du capital. Mais lorsque le gâteau de plus-value ne croît plus sous l'effet de l'accumulation des contradictions, alors les relations sociales se tendent entre bourgeoisie et prolétariat sur la production de la plus-value, et entre capitalistes sur la répartition de la plus-value. La tendance à la guerre entre impérialistes est donc toujours simultanée à la tendance à la guerre entre prolétariat et bourgeoisie. Face à la baisse du profit, les capitalistes engagent une lutte féroce contre la classe ouvrière pour élever le taux d'exploitation, lutte d'autant plus féroce que chaque capitaliste y est poussé si l'on peut dire par la concurrence des autres. Il n'est pas inutile de rappeler que les guerres inter-impérialistes furent dans l'histoire des périodes de dictature terroriste ouverte sur le plan politique (tout opposant est un agent de l'ennemi), et de recul terrible des conditions d'exploitation de la classe ouvrière (semaine de 60 h pendant la 2ème guerre mondiale, expérimentation de nouvelles organisations du travail, interdiction des syndicats, discipline militaire...).

La guerre inter-impérialiste n'est donc pas seulement un moment de grande fragilité du fait qu'une partie du capital va disparaître, mais également par le fait de savoir qui va prendre la place : les capitaux les plus forts ou les forces révolutionnaires déchaînées par la tourmente.

Puisqu'ils sont les deux aspects contraires du capital et qu'ils s'alimentent à la même source, la crise du capital, la concurrence entre les capitaux et la concurrence entre classes suivent en général le même cours. Et toute la période de montée des antagonismes entre fractions du capital connaît la montée des antagonismes entre classes. De sorte que la guerre civile révolutionnaire est la tendance nécessaire, prolétarienne, de la résolution de la crise pendant que la guerre inter-impérialiste en est la tendance nécessaire, bourgeoise.

La guerre civile révolutionnaire est une tendance nécessaire car la répression idéologique (actions de propagande psychologique pour diviser les masses), politique (limitation et interdiction des partis) et militaire (terreur ouverte) qui accompagne la lutte pour accroître l'exploitation de la classe ouvrière ne laisse plus de place à la lutte de classes pacifique. Mais à la différence de la tendance à la guerre inter-impérialiste, tendance en œuvre spontanée et aveugle qui dépasse irrésistiblement la maîtrise politique des contradictions accumulées, la tendance à la guerre civile révolutionnaire est une tendance nécessaire immanente, qu'il s'agit de conquérir, de s'approprier, de libérer par la conscience. Guerre civile révolutionnaire, guerre inter-impérialiste ; issue prolétarienne, issue bourgeoise, dans aucun des cas l'issue de la crise capitaliste n'est pacifique.

Bien qu'elles soient deux tendances nées simultanément, guerre civile révolutionnaire et guerre inter-impérialiste suivent des rythmes de développement inégaux. En effet, pendant tout le processus d'aggravation de la crise, la bourgeoisie dominante tente de contrôler ces deux tendances et notamment essaye de détourner et d'enrôler les réactions violentes du prolétariat à la misère, au chômage, à la réaction au service des rivalités inter-impérialistes. Ce faisant, elle démontre que la guerre inter-impérialiste est aussi une guerre civile contre-révolutionnaire qui permet de créer, par la pacification de l'arrière, les conditions pour contenir la dureté du combat. Mais en avançant dans ce dessein contre-révolutionnaire, elle ne résout pas pour autant les contradictions sociales. Elle les déchaîne au contraire, hâtant un peu plus le dénouement final à l'issue incontrôlable.

A contrario, plus la tendance à la guerre civile révolutionnaire s'impose comme conflit ouvert, plus la bourgeoisie du ou des pays est affaiblie, plus elle est fixée à l'intérieur et plus les risques d'engagement à l'extérieur sont majeurs pendant que les concurrents peuvent mettre plus facilement à profit cet affaiblissement pour conquérir les positions convoitées.

Le processus d'aggravation de la crise voit donc s'affronter deux grandes lignes directrices face à la violence inéluctable : libérer la tendance à la guerre civile révolutionnaire pour surpasser la guerre impérialiste, ou déchaîner la guerre civile contre révolutionnaire préventive pour accélérer la guerre inter-impérialiste.

La course aux armements et la solidification des deux blocs militaires URSS - USA simultanément à la restructuration et la coordination internationale des forces militaires pour une fonction clairement anti-prolétarienne est une illustration de cette deuxième tendance pendant que la montée de la violence dans les

rapports de classe - des prolétaires exclus du travail qui explosent dans les révoltes de Brixton, Miami, Maroc, Tunisie, Brésil à la prolifération des luttes révolutionnaires armées, notamment dans les métropoles - témoignent de la première tendance. Que ces dernières aient subi quelques revers en RFA, Italie, Espagne, Portugal, Turquie sous l'effet d'une contre-révolution plus puissante et d'erreurs politiques ne doit pas masquer la forêt de la violence latente massive qui monte dans tous les milieux prolétaires et populaires du monde, et qui se libère positivement au Pérou, Salvador, Kurdistan, Philippines, Pays Basque, Irlande. Guerre civile révolutionnaire et guerre inter-impérialiste se livrent une lutte sans merci, interagissent dans l'approfondissement de la crise jusqu'à la victoire décisive d'un camp impérialiste sur l'autre qui lui permettra une reprise de l'accumulation dans un monde repartagé ou la victoire décisive d'un camp communiste suffisamment fort pour engager l'extinction du capitalisme.

De ce point de vue, guerre et révolution ne s'excluent pas comme pourrait laisser penser une interprétation métaphysique de la fameuse thèse que Mao avait avancée au 9^{ème} Congrès du PCC : « **Que la guerre provoque la révolution ou que la révolution conjure la guerre, les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques n'en ont plus pour longtemps** » ! Car plus que la forme des conflits, c'est le contenu de classe de la guerre et de la révolution qui est décisif, ainsi qu'au profit de quelle classe se conclut la période de crise historique du mode de production capitaliste.

V. QUELLE EST LA TENDANCE PRINCIPALE ?

Y a-t-il une tendance principale entre issue prolétarienne et issue bourgeoise à la crise du mode de production capitaliste ? On se souvient de cette autre thèse maoïste, exprimée dans les années 60 à l'époque du développement intrépide des luttes de libération nationale, selon laquelle « **la tendance principale est à la révolution** ». Cette tendance principale est-elle encore d'actualité ?

Il n'y a pas de doute que le front actuel des luttes révolutionnaires dans le monde marque moins de son empreinte l'évolution du monde contemporain comme il a pu le faire dans les années d'après-guerre. Mais gardons-nous de l'interprétation spontanéiste qui ne fondait à l'époque la tendance principale que sur le développement impétueux des luttes anticoloniales. En France une telle conception a notamment conduit certains courants politiques à refuser toute distinction parmi les forces combattantes et à s'interdire de peser par la lutte idéologique fraternelle sur l'orientation dominante, sous couvert que ces luttes affaiblissaient « objectivement » l'impérialisme. Mais ces camarades oublièrent que la lutte de libération nationale n'est qu'une lutte démocratique, certes nécessaire, mais dont l'issue bourgeoise ou prolétarienne est l'objet d'une intense lutte de classes dès le départ, bien que sous des formes différentes selon les étapes du développement de la lutte entre les différentes classes unies.

Et de la même façon ces camarades oublièrent le poids énorme que pesait, dans le rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat au niveau mondial, la base arrière de la Chine où un tiers de l'humanité était engagé dans la transition au communisme, et le prestige dont jouissait le « camp socialiste » dirigé par l'URSS qui avait vaincu le fascisme. Dans ce contexte, bien que l'impérialisme sorti de la guerre était dans une situation économiquement favorable puisqu'un nouveau cycle d'accumulation pouvait s'engager¹³, le rapport des forces idéologique et politique mondial issu de la 2^{ème} guerre immobilisait relativement l'impérialisme et permettait aux forces prolétariennes internationales d'orienter ces luttes de libération nationale. La conférence de Bandoeng qui a établi les principes de la coexistence pacifique en est un témoignage.

Parmi les différents facteurs qui ont permis d'inverser la tendance, facteurs qui se conditionnent d'ailleurs mutuellement, il faut compter la perte de prestige et les menées ouvertement contre-révolutionnaires de l'URSS, le développement énorme de l'accumulation capitaliste qui a permis à l'impérialisme d'intégrer et de se

¹³ Il est d'ailleurs permis de penser qu'en deçà de la trahison ouverte des partis communistes d'Italie, de France, de Grèce dans le cadre de l'orientation du PC d'Union Soviétique, la capacité qu'avait la machine capitaliste « rajeunie » à maîtriser rapidement ses contradictions dans un nouveau cycle d'accumulation est un autre clé objective pour expliquer l'annihilation des forces politiques et militaires du prolétariat dans ces pays.

soumettre les pays nouvellement indépendants, la perte au cours des années 70 du bastion révolutionnaire de la Chine, et l'intense débandade idéologico-politique qui, sur fond de crise du capital et de bouleversements profonds du mouvement ouvrier, a accompagné la crise de maturité du mouvement révolutionnaire anti-révissionniste.

Aujourd'hui encore, comme depuis le milieu des années 75, la tendance principale est à l'issue bourgeoise de la crise. Mais les conditions même de développement de la crise rendent cette tendance extrêmement fragile. D'une part, en effet, la socialisation capitaliste de plus en plus complexe du monde tend à repousser les limites d'un assainissement militaire généralisé du mode de production. Et les mesures de circonstances génèrent en retour de très fortes contradictions, déterminant une lutte de classes très violente, et alimentant donc la tendance à la guerre révolutionnaire.

D'autre part, cette crise du système impérialiste mondial manifeste la faillite de toutes les politiques bourgeoises (notamment des solutions de consensus des sociaux-démocrates et révissionnistes) et provoque aussi la maturation d'une clarification idéologico-politique débouchant sur une alternative révolutionnaire forte. Ainsi lorsque le système impérialiste mondial semble triompher définitivement de la révolution prolétarienne, il est en réalité en position stratégique faible. Et lorsque la tendance à la révolution semble descendre de son zénith, les conditions deviennent stratégiquement favorables à l'émergence de l'issue prolétarienne.

VI. LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Bien peu de communistes ne reconnaissent pas aujourd'hui la dimension internationale de la révolution. Mais cette reconnaissance de principe contient de multiples variantes pratiques. Pour les uns, par exemple, la révolution mondiale résonne comme solution miracle à tous les problèmes de transition. Pourquoi la débandade de l'extrême-gauche ? Parce qu'elle n'avait pas une vue internationale de la révolution. Pourquoi le retour capitaliste en Chine ? La révolution mondiale. Quelle stratégie révolutionnaire pour la France aujourd'hui ? La révolution mondiale. Mais au fait, c'est quoi la révolution mondiale ? Par quelles transitions passe-t-on du monde des nations capitalistes au monde communiste sans nation ?

Pour d'autres, la meilleure œuvre internationaliste est de réaliser la révolution dans son pays qui provoquera nécessairement une modification de la situation internationale.

Sans avancer ici de longs développements - qui feront l'objet d'articles ultérieurs - sur la situation internationale actuelle, il nous paraît utile de rappeler le fait que, devant se développer dans le cadre national (ou multinational) où se meuvent les diverses fractions du capital, la révolution prolétarienne doit dès le départ avoir une empreinte internationaliste, assumant l'ensemble des contradictions de classe au plan mondial et multinational, comme terrain de confrontation idéologique et d'initiative politique.

Trois grandes contradictions fondamentales sont engendrées aujourd'hui au plan mondial par la crise capitaliste :

- la contradiction qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. A l'époque de l'indépendance politique de la plupart des nations, cette contradiction assume le rang de contradiction principale dans la plupart des pays du monde.
- la contradiction qui oppose le système mondial de l'impérialisme aux peuples et nations opprimées. Les formes de cette oppression ont été modifiées par la décolonisation, mais le monopole des capitaux par une poignée de puissances impérialistes constitue toujours la même base d'une domination politique, d'une spoliation économique, d'une oppression nationale.
- la contradiction qui oppose les groupes financiers, les monopoles et les Etats impérialistes. A notre époque, les deux superpuissances (USA et URSS) constituent les pôles moteurs de cette contradiction.

Au plan mondial et du point de vue de la révolution prolétarienne, ces trois grandes contradictions s'entremêlent et s'ordonnent pour délimiter deux camps :

- le camp de la guerre inter-impérialiste composé des pays impérialistes dirigés et divisés par les deux superpuissances et des bourgeoisies dirigeantes des pays opprimés.
- le camp de la révolution prolétarienne mondiale, composé par le prolétariat international qui lutte pour détruire le capitalisme, et par les peuples qui luttent pour se libérer de la domination impérialiste.

Cette ligne de fracture permet aux communistes de tous les pays d'engager la confrontation idéologique dans le cadre d'un combat politique unitaire et d'unir à leur combat les autres forces révolutionnaires qui luttent dans le monde contre l'impérialisme. Un tel front uni mondial ne peut se constituer qu'au tour d'un mouvement communiste international qui conquiert sa force d'attraction dans la construction d'une alternative forte, d'une politique révolutionnaire en œuvre. Pour cet objectif, les confrontations idéologiques internationales sont souhaitables, mais ne se substituent pas aux travaux pratiques, notamment dans les aires géographiques d'entrelacement maximum des intérêts capitalistes. Pas d'exclusive idéologique donc pour mener la lutte politique unitaire sur la ligne esquissée ici du Front Uni. Priorité aux confrontations idéologiques dans les aires géographiques de fracture possible de la chaîne impérialiste.

VII. SUR LA VIOLENCE

Personne ne conteste aujourd'hui la montée de la violence dans les rapports sociaux : ici l'aviation soviétique fait exploser en plein vol un avion transportant 269 passagers, là la guerre Iran-Irak a déjà laissé plus de 300 000 victimes en 4 ans ; aux USA, les assassins fascistes des révolutionnaires antiracistes sont acquittés ; au Maroc, Brésil, Tunisie, des millions de personnes n'ont plus que la ressource de piller les magasins pour bouffer ; ici, en France, la lutte des ouvriers de Talbot pour empêcher les licenciements provoque une bataille sanglante entre grévistes et non-grévistes ; dans toute l'Europe impérialiste les prisons sont pleines de jeunes, expulsés des activités productives, et contraints par nécessité de transgresser la légalité bourgeoise.

Dans l'approfondissement de la crise, la violence, quotidienne, de l'exploitation capitaliste et de l'oppression impérialiste déborde les murs des usines, les prétoires de la justice et les barreaux des prisons - et la violence de la concurrence entre capitaux déchire le voile pudique de la libre entreprise des codes et autres principes de droit pour se répandre dans tout le corps social comme forme dominante des rapports sociaux capitalistes.

Nul, évidemment, ne peut rester indifférent et une bagarre acharnée, de classe, se déroule sur l'interprétation de ce phénomène.

La position de la bourgeoisie est connue : vous, prolétaires, ne vous mêlez pas de cette question, on s'occupe de tout. A l'intérieur, on vous promet que les mesures d'austérité ne sont qu'un mauvais moment pour redresser le bateau dans des eaux plus calmes, mais gare aux incrédules : prisons spéciales, coordination européenne des polices... A l'extérieur, ce sont les conférences sur le désarmement, les programmes d'aide humanitaire, les théories du genre « équilibre de la terreur », « stratégie de dissuasion » qui ont la même fonction chloroformante pendant que la réorganisation des formes armées qui permet aux forces alliées de l'OTAN d'intervenir « rapidement » en tous points du globe, pour ne prendre qu'un exemple, donne une mesure de la lente mais inexorable montée au carnage impérialiste.

Devant un tel arsenal, idéologique et militaire, que peut faire le prolétariat ?

Sans rentrer ici dans les détails techniques (sur les risques destructeurs majeurs des armes atomiques, sur les différentes stratégies militaires, sur le degré d'agressivité de tel ou tel belligérant, sur le bon usage de la démocratie, sur le risque de fascisme...), autant de questions sur lesquelles la bourgeoisie cherche à imposer ses vues formelles, absolues, métaphysiques, et contre lesquelles le prolétariat doit produire un contre-feu idéologique nourri, sans aucune crainte d'explorer et de dévoiler le caractère de classe de ces questions techniques, examinons deux lignes de réponse :

- oui, la bourgeoisie fait peser une menace terrible sur l'humanité. Mais précisément, en rapport à cette menace,

la seule réponse possible est le désarmement. Utiliser les mêmes armes que la bourgeoisie serait contraire à l'objectif visé puisqu'il ne ferait que précipiter l'escalade.

- la violence actuelle de la bourgeoisie nous épouvante et nous horripile. Mais nous n'oublions pas que la société a toujours été et demeure en permanence « **une horreur sans fin** ». Et si maintenant la bourgeoisie nous prépare « **une fin pleine d'horreur** », il n'y a aucune raison de tomber dans le désespoir car elle prépare également la guerre civile révolutionnaire qui ouvrira la voie à une société sans armes et sans violence.

Ainsi, la ligne de partage entre pacifistes et révolutionnaires ne passe pas entre ceux qui auraient ou non conscience du danger ou qui éprouvent ou non une réputation légitime pour le sang et la mort. Mais entre ceux qui reconnaissent ou non l'origine et le caractère de classe de la violence et ses instruments, et par conséquent entre ceux qui reconnaissent ou non la possibilité objective de la destruction de la violence bourgeoise par la violence prolétarienne.

« Il n'y a pas de retour en arrière possible aux temps plus pacifiques. Le risque majeur d'apocalypse n'est pas contenu dans la guerre révolutionnaire mais dans la guerre inter-impérialiste. En avant, à travers la violence de la bourgeoisie, vers le communisme », telle doit être la ligne de conduite du prolétariat révolutionnaire.

Les communistes sont-ils pour autant contre le désarmement ? Non, pas du tout. Ils ne sont que contre le désarmement en général, ils sont pour le désarmement de la bourgeoisie et pour l'armement du prolétariat. Unité donc avec les pacifistes et les masses innombrables qui sont prêtes à lutter contre les gouvernements capitalistes par des moyens pacifiques pour faire reculer le danger de guerre mondiale. Et dans ces luttes tactiques, lutte idéologique sur l'objectif stratégique.

Là, sur cette question pratique, s'ouvre alors un fossé entre les « **prêtres sociaux et les opportunistes (qui) sont toujours disposés à rêver du socialisme pacifique de l'avenir; mais ce qui les distingue des social-démocrates révolutionnaires, c'est justement qu'ils ne veulent pas songer et réfléchir à la lutte de classes acharnée et aux guerres de classes qui sont nécessaires pour réaliser ce magnifique avenir** »¹⁴.

Là, sur cette question pratique, s'ouvre aussi un autre terrain unitaire de confrontation stratégique avec les communistes du monde. Des trésors d'expérience ont été accumulés par la vie et la lutte de plus de deux cents ans du mouvement ouvrier. Aujourd'hui dans les métropoles impérialistes et dans les pays opprimés, des communistes font vivre cette expérience, avec des succès et des revers. Qui ne voit là la rançon de l'âpreté terrible du combat qu'impose l'impérialisme pourrissant aux prolétaires refusant de se laisser emmener à l'abattoir ?

Combien de temps la bourgeoisie laissera-t-elle aux communistes pour réunir les conditions pour engager leurs forces dans une telle épreuve de longue durée ? Une chose est sûre : l'urgence de cette préparation n'est pas différable. Les masses prolétaires dans le monde sont poussées inexorablement dans cette direction.

« Les révolutionnaires qui font les choses à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau ».
Saint Just.

« Qui a du fer a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées ». Blanqui.

Théo SINCLAIR

¹⁴ Lénine, « Le Programme militaire de la révolution prolétarienne ». In « Sur la guerre et la paix », recueil de trois textes, éd. de Pékin, p62.